



Le Pentagone dit au Sénat américain que les guerres vont continuer durant des dizaines d'années

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 21 mai 2013

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Témoignant devant la Commission du Sénat américain sur les Forces armées, jeudi, des responsables du Pentagone ont affirmé que les lois sur la « Guerre contre le terrorisme » leur accordent des pouvoirs étendus pour mener des guerres partout dans le monde, y compris aux États-Unis, sans l'autorisation du Congrès.

Le vice-ministre de la Défense Michael Sheehan, a affirmé que la loi AUMF d'Autorisation de l'usage de la force armée, votée en 2001 par le Congrès après les attentats du 11 septembre, constitue une autorisation effective du Congrès pour les prochaines guerres menées dans le cadre de la « Guerre contre le terrorisme. » De son point de vue, le Pentagone peut continuer sa campagne mondiale d'assassinats par drones et lancer de nouvelles guerres tant qu'elles sont classées dans la catégorie « guerre contre le terrorisme, » sans avoir besoin d'une nouvelle autorisation du Congrès.

« Pour le moment, tout va bien avec l'AUMF, telle qu'elle est actuellement, » a dit Sheehan. « Présentement [...] cela fait l'affaire. »

Sheehan a clairement dit qu'il croyait que cette autorisation de guerre s'étendait jusqu'à un avenir indéfini. Il a dit, « De mon point de vue, cela va continuer pendant un bon moment, oui, au-delà du deuxième mandat du président [...] je pense que ce sera au moins pour 10 ou 20 ans. »

La position de Sheehan représente un rejet flagrant de la constitution américaine. L'article 1, section 8, de la constitution dispose : « Le Congrès aura le pouvoir [...] de déclarer la Guerre, d'accorder des lettres de marque, et d'établir des règlements s'appliquant aux captures sur terre et sur mer. » Cependant, les hauts responsables du Pentagone sont, dans les faits, en train d'affirmer que le pouvoir du Congrès sera, pour une durée indéfinie, surpassé par le président et l'armée qui pourront lancer des guerres sans limites, à volonté.

Si la question est présentée publiquement comme un débat sur la révision de l'AUMF, des sections puissantes de la classe dirigeante américaine sont en fait en train de prendre des mesures pour suspendre des dispositions essentielles de la constitution américaine et installer une dictature militaro-présidentielle. En réaction aux interrogations de sénateurs amicaux, les responsables du Pentagone ont indiqué qu'ils pensent que l'AUMF permet à l'exécutif d'envahir unilatéralement, sans y avoir été provoqué, d'autres pays et de mener une guerre sur le sol des États-Unis.

Le sénateur Lindsey Graham a demandé si l'AUMF actuelle conférait au président américain Barack Obama l'autorité pour déployer « une présence militaire » au Yémen au Moyen-Orient, ou au Congo en Afrique. Le conseiller général en poste au Pentagone, Robert Taylor, a répondu par l'affirmative.

« Seriez-vous d'accord avec moi si je dis que le champ de bataille se situe partout où l'ennemi choisit de l'établir ? » a demandé Graham.

Sheehan a répondu, « Oui, Monsieur, de Boston aux FATA [les *Federally Administered Tribal Areas*, au Pakistan], » faisant référence à ces régions qui sont une cible importante des attaques de drones américains, et à la prise de contrôle par l'armée de la ville de Boston le 15 avril lors des attentats contre le Marathon.

Dans le témoignage qu'il avait préparé, Sheehan a de plus écrit que « Etre citoyen américain n'immunise pas un membre de l'ennemi contre des attaques » de la part des forces américaines. Avec ce commentaire, Sheehan a encore une fois indiqué que le Pentagone approuve l'assassinat par les drones américains d'Anwar al-Awlaki, un citoyen américain, le 30 septembre 2011. Washington n'a donné aucune preuve qu'Awlaki préparait ou menait un quelconque attentat contre les États-Unis, avant de l'assassiner avec un missile Hellfire.

Cela fait suite aux spéculations publiques, au début de l'année, du procureur général Eric Holder sur la possibilité d'assassinats extrajudiciaires contre des citoyens américains sur le sol américain, au cours d'opérations antiterroristes.

Tout le cadre des auditions au Sénat témoigne du profond déclin de la démocratie américaine. L'AUMF elle-même est un document antidémocratique, autorisant le président à utiliser la force contre toute « nation, organisation, ou personne, qui d'après lui a planifié, autorisé, commis ou contribué aux attentats terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001, ou abrité de telles organisations. »

Alors que l'AUMF était cyniquement présentée comme visant Al Quaida et les Talibans afghans, Washington l'a pris comme un chèque en blanc pour mener des guerres impopulaires et commander des assassinats sur toute la planète.

Le prétexte était fondamentalement frauduleux, en ce que cette politique ne visait pas en premier lieu Al Quaida. Elle visait à installer un pouvoir néo-colonial au Moyen-Orient, où la plupart des pays n'ont joué aucun rôle dans le lancement des attentats du 11 septembre, afin de prendre le contrôle de ressources pétrolières essentielles et de renforcer la position géostratégique de Washington vis-à-vis des autres grandes puissances étrangères. Elles visaient également à supprimer l'opposition populaire à une telle politique parmi la classe ouvrière américaine en installant un climat de peur et d'intimidation.

Les besoins changeants de la politique impérialiste américaine au cours des 12 dernières années ont complètement démenti le prétexte que ses guerres sont justifiées par l'AUMF. De nombreux groupes affiliés à Al Quaida que Washington est en train d'attaquer, comme Al Quaida au Maghreb islamique et Al Quaida dans la Péninsule arabique, n'existaient pas en 2001 et n'ont joué aucun rôle dans les attentats du 11 septembre. Washington se sert même d'autres groupes, comme le Groupe islamique combattant en Libye ou le Front Al Nusra en Syrie, comme d'alliés de circonstance dans ses guerres pour un changement de régime dans ces pays.

Le Pentagone a réagi en affirmant que l'AUMF lui accorde également la possibilité de mener une guerre contre des « forces associées, » bien que ce terme n'apparaisse pas dans le texte de l'AUMF. Cela a provoqué des questions et même certaines critiques de la part des sénateurs.

Le sénateur Angus King a noté, « Vous avez pour l'essentiel réécrit la Constitution, là [...] vous avez inventé ce terme, forces associées, et il annule les pouvoirs du Congrès sur la Guerre. » Il a ajouté, « Je ne suis qu'un vieux petit juriste de Brunswick, dans le Maine, mais je ne vois pas comment vous pouvez sérieusement lire ceci comme étant conforme à la Constitution. »

Le Sénateur John McCain a dit que, lorsque le Sénat avait voté l'AUMF en 2001, « Aucun d'entre-nous n'aurait pu envisager [d'accorder] l'autorité [pour déclencher une guerre] au Yémen ou en Somalie [...] Que vous veniez ici nous dire que nous n'avons pas besoin de changer l'AUMF ou de la réviser, est, je pense, plutôt déconcertant. »

Le Sénateur Joe Donnelly a soulevé la question d'Al Nusra lors de l'audition au Sénat, et a demandé si en s'affiliant à Al Quaida - comme l'a fait Al Nusra - un groupe devenait automatiquement une menace envers les États-Unis.

Sheehan a répondu, « Oui monsieur, même si je dois bien le reconnaître, on entre ici dans des zones un peu troubles, parce qu'il y a des groupes qui ont ouvertement affirmé leur soutien à Al Quaida et pourtant, en fait, en tant que gouvernement, nous n'avons pas complètement tiré toutes les conséquences de cela. »

Néanmoins, tous les sénateurs ont insisté sur leur accord fondamental concernant ce cadre frauduleux de la « guerre contre le terrorisme. » King a insisté, « je ne suis pas en désaccord sur le fait qu'il nous faut lutter contre le terrorisme. »

McCain a déclaré aux responsables du Pentagone, « Je ne vous le reproche pas, parce qu'en fin de compte vous avez carte blanche sur ce que vous allez faire de par le monde. »

Ces commentaires révèlent clairement la réalité politique que l'unique base sociale pour la démocratie aux États-Unis est la classe ouvrière. Même si l'AUMF et la « guerre contre le terrorisme » sont publiquement exposées comme des prétextes utiles à l'armée américaine pour s'emparer de pouvoirs immenses en violation de la Constitution, l'*establishment* politique officiel continue de soutenir le Pentagone, afin de faire progresser les intérêts stratégiques de l'impérialisme américain.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 18 mai 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2013

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca